

Manifeste pour un changement démocratiques à Madagascar

Le Poste.fr – 23/04/11

**« Si toutes les révolutions portent des germes de la démocratie,
elles n'aboutissent pas toutes à la démocratie »**

L'expérience malgache, avec au moins six crises politiques de plus en plus rapprochées, est le parfait exemple des conséquences de ces occasions ratées, d'où l'importance de réussir la sortie de crise actuelle.

Comme les précédentes, la motivation qui était à l'origine des événements ayant généré la crise 2009 était la volonté de mettre fin au caractère répressif d'un régime qui a privilégié la logique sécuritaire et la pratique autoritaire.

Ces mouvements, toujours de nature foncièrement populaire, furent inspirés par la volonté de lui substituer un régime de démocratie fondé sur les concepts de droit et de liberté, concepts en tant que tels respectueux des exigences d'un meilleur « vivre ensemble » répondant aux attributs universels d'une société moderne et authentiquement démocratique.

Le présent manifeste entend présenter une acception concrète de ce qu'il convient d'entreprendre pour contribuer de façon utile et efficace à la réalisation d'une telle vision. Il ne vise pas moins d'emporter la conviction et la reconnaissance internationales dont Madagascar ne prétend aucunement se passer.

NOUS, auteurs et signataires du présent manifeste, sommes persuadés qu'il est absolument nécessaire et opportun pour le pays :

- D'abandonner toute forme de régime répressif :

En réformant dans ce sens la structure, la définition des pouvoirs et compétences, ainsi que le mode de fonctionnement des forces armées et de la police,

En réformant dans ce sens la structure, l'ordonnancement des juridictions, l'organisation et le mode de fonctionnement concernant l'appareil de justice, le respect de la séparation des pouvoirs et la concrétisation de l'indépendance du système judiciaire en étant les objectifs principaux,

En réformant le monde des médias, de façon à briser le monopole de l'Etat sur les moyens de communication de grande envergure, et à instituer une authentique égalité d'accès des citoyens aux médias publics,

En réformant le système de gestion de l'économie de manière à rendre effective la liberté d'entreprendre, et à exclure entre autres toute potentialité de recours à une économie palatiale ou de palais.

- D'adopter un régime répondant aux réels canons de la démocratie :

En rédigeant et faisant adopter une Constitution authentiquement démocratique, consacrant entre autres les principes de la séparation des pouvoirs, la garantie des droits fondamentaux des citoyens, la hiérarchie des normes juridiques, le précepte de l'Etat de droit, le besoin de décentralisation des pouvoirs, l'organisation de l'égalité des chances, la juste répartition de la croissance nationale nécessaire pour remédier au syndrome chronique de la croissance sans développement, l'option pour une économie de marché ...

En prévoyant et en préservant des espaces réels de dialogue entre citoyens d'une part, et entre citoyens et gouvernants d'autre part,

En réformant le système électoral de façon à faire des élections le mode réellement prééminent d'accèsion et d'alternance au pouvoir, et de façon à lui faire bénéficier d'une gestion usant de la meilleure technologie disponible.

De proposer à la communauté internationale et faire reconnaître par elle le bien-fondé de la solution suivante que nous lui demandons d'entériner et de soutenir politiquement, techniquement, diplomatiquement et financièrement dans ses étapes suivantes :

le refus de tout régime avéré répressif,

l'institution d'organes provisoires de gouvernance chargés de concevoir, préparer, adopter, opérationnaliser, le train de réformes et d'organisations appelées à aboutir à l'installation du nouvel ordre constitutionnel démocratique,

l'organisation dans les plus brefs délais possibles des opérations de votation et d'élection par ce nécessitées, lesquelles doivent absolument respecter les conditions de liberté du vote, de justesse et transparence des opérations, et de totale crédibilité des résultats.

NOUS, auteurs et signataires du présent manifeste, deux ans après le début d'une crise qui perdure, nous nous posons comme chaque citoyen les questions qui suivent :

Les instruments de répression ont-ils disparu? Sinon, pourquoi?

Les instruments démocratiques censés être en cours de mise en place sont-ils pertinents par rapport aux normes ambitionnées? Sinon, pourquoi?

Les démarches adoptées visant le changement démocratique, à travers les différentes solutions de sortie de crise et autre « feuille de route » initiées jusqu'ici par les institutions provisoires de plus en plus suspectées de ne pas remplir leurs missions et attributions comme il se doit répondent-elles aux normes réclamées par les circonstances ? Sinon, pourquoi?

NOUS, auteurs et signataires du présent manifeste, sommes solidaires de la majorité qui n'en peut plus de souffrir, affirmons notre engagement à œuvrer pour une issue rapide vers le changement démocratique attendu, et invitons chacun des citoyens à partager notre action par une adhésion formelle au présent acte civique et citoyen.

Source : http://www.lepost.fr/article/2011/04/23/2475340_manifeste-pour-un-changement-democratique-a-madagascar.html